

« Nous prenons des risques, nous n'avons pas le choix »

WALLONIE Willy Borsus reconnaît que la tâche de l'équipe MR-CDH ne sera pas aisée

Le ministre-président

A 55 ans, le Namurois Willy Borsus est devenu ministre-président du gouvernement wallon, le 28 juillet. L'instant était historique : les libéraux étaient écartés de la majorité régionale depuis 2004. Il fallait en outre remonter à... 1982 et André Damseaux pour trouver trace d'un chef de l'exécutif teinté de bleu. Avant de siéger au gouvernement fédéral (2014-2017), Willy Borsus avait été chef de groupe MR au parlement de Wallonie.

- Le ministre-président est déterminé.
- Mais il sait que le temps est compté.
- Il rejette l'idée d'une majorité évoluant en zone de confort.

ENTRETIEN ■

Un mois après son entrée à l'Elysette, Willy Borsus balise la rentrée du gouvernement wallon MR-CDH. Le discours est mesuré, mais la détermination du ministre-président libéral ne fait aucun doute.

Remerciez-vous chaque matin Benoît Lutgen en pénétrant dans votre bureau ?

Je suis en tout cas de ceux qui soulignent le courage de la démarche du président du CDH. Il est pignoné par le PS. Moi, je salue son audace. Le procès qui lui est fait est excessif. Il a pris la décision de changer de cap, de retenir de nouvelles orientations. Le MR s'est montré disponible parce que cette séquence politique est une opportunité pour la Wallonie.

Comment être à la hauteur de cette opportunité ?

Notre majorité a décidé de mettre la barre très haut en matière de réformes de la gouver-

nance ou des structures, de réorientations socio-économiques. Mais nous voulons surtout de l'efficacité, des engagements sur des résultats. Nous n'avons pas perdu de temps. Par exemple, le débat sur un cadastre des subsides durait depuis des années, nous l'avons réglé en un mois.

Quel empressement !

Il y a urgence ! On se berce trop d'un sentiment de « ça va aller » chaque fois qu'un petit élément de statistique est favorable. En Wallonie, 25 % des gens sont confrontés au seuil de pauvreté ou risquent de l'être. Est-ce qu'un responsable politique, quel qu'il soit, peut se regarder dans son miroir en se disant qu'il participe au pilotage d'une région dans un tel état ?

Vos accents sont très sociaux...

Je veux travailler pour la Wallonie que j'aime, celle qui va de l'avant, qui est créatrice et inventive, moderne. Mais je veux aussi une Wallonie solidaire et même sociale, mais qui sera aussi responsabilisante pour ceux qui bénéficient de la solidarité. Je n'oublie pas enfin le développement durable et la transition écologique, dont on a peu parlé jusqu'ici...

Y aurait-il un écolibéralisme ?

Partout dans le monde, tous les gouvernements doivent consacrer un pilier central de leur action à la gestion écologique, l'environnement, le climat. C'est un des fondamentaux d'une gestion publique moderne.

Adopter une méthode de travail

basée sur la culture du résultat, est-ce risqué ?

J'aime bien l'adage qui dit que le pire risque est de ne jamais en prendre. Alors aujourd'hui, c'est vrai : nous prenons des risques. Mais consciemment. Les journalistes, les experts et la population viendront un jour frapper à notre porte pour réclamer des comptes, et nous n'avons pas beaucoup de temps devant nous. Le nouveau gouvernement refuse pour autant de rester dans une zone de confort. Parce qu'il faut réussir, nous n'avons pas le choix.

Le CDH partage-t-il cet état d'esprit après tant d'années au gouvernement ?

Mieux : des échos satisfaits nous parviennent de notre partenaire qui est heureux de pouvoir enfin avancer sur certains dossiers qui lui tenaient à cœur... Mais nous avons fait un choix commun : certains dossiers ne seront pas remis en cause parce que les réformes sont récentes ou qu'elles prendraient trop de temps. Nous héritons de textes satisfaisants, d'autres moins. Nous devons avancer là où c'est possible. On évaluera les réformes après les avoir laissés vivre.

Le parlement va anticiper sa rentrée, le temps de relayer auprès de la Cour des comptes votre demande d'un audit complet des finances régionales...

Les finances, c'est une inquiétude. Provisoire, j'espère.

Mais le CDH est votre partenaire et il est au gouvernement

de longue date. Ne peut-on pas imaginer qu'il maîtrise la situation, qu'il dispose des infos utiles ?

Depuis le début de la législature, trois ans ont passé avec une majorité à laquelle le MR ne participait pas. Nous voulons y voir clair, c'est normal. Des questions se posent sur l'état réel des engagements financiers. Quel est l'état exact de nos finances ? Quel est le poids actuel de la dette ? En résumé : nous avons beaucoup d'ambition pour la Wallonie, nous

voulons faire des réformes. Mais nous devons d'abord connaître les moyens dont nous disposons pour conduire ces projets.

Avez-vous la crainte de découvrir des cadavres budgétaires dans les placards wallons ?

Je ne présage absolument pas du résultat de l'audit. Mais il me paraît sain de faire le point avant d'engager des actions fortes. Tant mieux s'il y a des bonnes surprises. Dans le cas contraire, nous devons prendre position. Le travail pour le budget 2018 est déjà entamé, mais l'analyse des Cour des comptes sera évidemment précieuse. Cet audit, c'est faire preuve de responsabilité. Nous ne sommes pas du genre à fanfaronner sur la situation financière. L'extraordinaire difficulté de cette législature écourtée sera de mener en même temps un nombre considérable de chantiers importants. Un état des lieux n'est pas superflu. ■

Propos recueillis par
ERIC DEFFET

ANALYSE

Une part de lucidité

Fanfaronner ! Le mot est joli, bien à l'image d'un Willy Borsus qui soigne son vocabulaire et aime tourner sept fois ses phrases dans sa bouche avant de les livrer à son interlocuteur. Le ministre-président y a recours

pour évoquer la situation financière de la Wallonie. Le gouvernement MR-CDH se refuse à la prendre à la légère et à prescrire des remèdes avant d'avoir établi un diagnostic complet. Mais par extension, le libéral annonce ici qu'il s'interdira toute forme de suffisance mal placée dans la conduite des affaires régionales. L'heure est grave, et « l'op-

portunité » que représente le changement d'alliance de cet été ne doit pas être gâchée, dit-il. Au passage, le « Premier » wallon veut partager son sentiment : la partie n'est pas gagnée d'avance. En l'engageant à la sauvette, MR et CDH se lancent dans un sacré défi. Reconnaitre cette évidence, c'est faire preuve de lucidité. Dans un an, une longue

séquence électorale aura débuté. Le temps est donc compté. Les obstacles seront nombreux sur la route du gouvernement, les échecs possibles. Borsus ne le dit pas (encore), mais il aurait bien besoin de quelques années supplémentaires, après le scrutin de 2019, pour mener la barque wallonne à bon port. Alors peut-être, pourrait-il se mettre à fanfaronner...

social

« Pas de recul sur le service minimum »

Quel est le message du nouveau ministre-président aux partenaires sociaux ? Le modèle mosan de concertation porté par Paul Magnette va-t-il survivre au changement de majorité ?

Je suis un homme de dialogue et notre gouvernement a réaffirmé son attachement à la concertation sociale, y compris à travers le GPS-W, le groupe des Dix wallon, que nous allons recevoir à sa demande. Nous voulons nous inscrire dans une démarche d'écoute et de concertation. Mais la prise de décision appartient au gouvernement qui doit faire valoir ses choix. Il y aura donc des réorientations, c'est inévitable. On le voit déjà avec la réforme des aides à l'emploi APE, qui est mise entre parenthèses.

Dans l'opposition, le MR se plaignait souvent de la longueur des phases de concertation...

On perd rarement son temps en écoutant les gens, je suis attaché à cela. Mais mon raisonnement s'articule autour de trois temps : écoute, concertation ou négociation, puis prise de décision par les pouvoirs publics.

L'automne social sera-t-il chaud en Wallonie avec un exécutif qui est passé du centre-gauche au centre-droit ?
Nous verrons. Mais permettez-moi de dire que j'ai été choqué d'entendre l'annonce d'un mouvement syndical dans les trains pour le 10 octobre. Je sais qu'il est orienté vers le gouvernement fédéral, mais il aura un impact dans les régions, forcément. Ce mouvement est politique. C'est une grève d'avertissement comme j'en ai

connu au fédéral. Cela ne va pas.

Mais la politique du gouvernement wallon n'est pas visée...

A ce stade, c'est exact, mais je ne suis pas certain que nous y échapperons... Nous aussi, nous allons mettre en place un service minimum au niveau wallon, dans les transports publics qui sont de notre ressort. C'est une attente forte de la population. On en parle depuis une éternité pour les bus aussi. Comme beaucoup de choses en Wallonie, cela a été considéré comme impossible. Jusqu'au moment où quelqu'un le fait, et nous allons le faire. On ne nous fera pas changer d'avis. ■

Propos recueillis par E.D.